L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 15 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous devons sur les intérêts qui intéressent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, d'ailleurs, au courant de nos vues respectives, si avoir tous le fait qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre mission doit être courte, et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenir l'ordre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout nuage d'égoïsme, tel sera le premier devoir, en ce moment. (Applaudissements.) Je compte sur votre soutiennent de devoir et non sur ma propre habileté, pour me soutenir dans la mission que votre bienveillante partialité m'a confiée.

Jamais citoyens ne se trouvèrent sous le coup d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur vous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous faisons une tentative pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nous désirons écarter de lui les inquiétudes et les entraves qui, sous la forme de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralyseront nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation).

Nous espérons aussi que nous pouvons rendre l'ordre, la prospérité et la tranquillité à toutes les sections de notre pays qui souffrent si cruellement aujourd'hui dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie par suite des malheureux événements de ces dernières années.

Vous prouverez, j'en suis convaincu, que nous sommes sur ce point en accord sincère avec toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les hommes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolument les périls du jour (approbation.) Nous sommes forcés de répondre aux sanctions prises dans la convention votée par la dernière convention républicaine. Je nets en fait qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait dans le cœur le désir d'exciter autant de ressentiments contre le parti républicain qu'en provoquer la lecture de ces résolutions dans l'esprit des masses éclairées du pays qui sont venus des frontières les plus éloignées de notre continent. Ils sont excités par l'espoir que nous allons, par notre division et par notre politique, faire revivre les bienfaits d'un bon gouvernement.

C'est un des plus heureux augures propres à nous inspirer confiance, que de voir à la tête de ceux qui demandent le restauration de la paix dans le pays ceux qui ont bravement combattu dans notre dernière guerre civile. Le baise et la vengeance peuvent porter chez les âmes basses, mais ceux qui ont fait preuve de vrai courage dans les batailles nous sont moins dans nos sentiments généreux.

Inspirons-nous donc de l'esprit qui animait George Washington et les patriotes de la révolution, pour procéder aux mesures qui doivent inaugurer de nouveau notre gouvernement et pour le laisser de nouveau dans la carrière de la grandeur et de la prospérité. Que le Dieu Tout-Puissant nous donne la sagesse d'accomplir nos projets, et qu'il accorde à chaque Etat de l'Union les bienfaits de la paix, du bon ordre et de l'affection fraternelle.

(Cet admirable discours a été souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée.)

Lettre d'acceptation

DU GÉNÉRAL FRANK P. BLAIR.

Au général G. W. Morgan, président du comité de la Convention Nationale Démocratique

Général,—Je saisis la première occasion de répondre à la lettre par laquelle vous m'avisez de ma nomination comme Vice-Président des Etats Unis par la Convention Démocratique Nationale, tenue récemment à New York.

J'accepte sans hésitation la nomination qui m'est offerte d'une manière si flatteuse, et je vous savoie à vous et au comité dévoué dont vous avez le langage bienveillant dans lequel vous m'avez transmis la décision de la Convention.

J'ai à attentivement les résolutions adoptées par la Convention, et j'adhère cordialement à tous les principes et à tous les sentiments qu'elles expriment.

J'ai, à diverses reprises, exprimé mon opinion sur toutes les questions qui divisent les partis en lutte, et je ne crois pas nécessaire de la répéter ici.

Les questions sur lesquelles repose la lutte sont claires et ne peuvent être obscurcies ou détournées par les sophismes de nos adversaires. Elles se résument toutes dans cette tentative faite ces dernières années par quelques hommes pour absorber le pouvoir politique de la nation. Cette tentative, sous tous les noms et sous tous les déguisements imaginables, a toujours caractérisé les opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ces dernières années.

Les adversaires du gouvernement libre et constitutionnel, au mépris des termes formels de la Constitution, ont érigé un despotisme militaire dans dix des Etats de l'Union; ont enlevé au Président le pouvoir dont il est investi par la loi suprême, et ont privé la Cour Suprême de sa juridiction, le droit d'être jugé par un jury et le grand privilège de l'habeas corpus, sauvegardes de chaque citoyen, qui remontent aux plus anciennes traditions de nos ancêtres et que nos pères, de la Révolution, ont cherché à assurer pour toujours à la leur postérité, dans la Charte fondamentale de nos libertés, ont été outrageusement foulés aux pieds par un triumvirat de Congrès. Les Etats et des communautés d'hommes de notre race, ont été pourvoirie, convaincus, condamnés et privés de leurs droits politiques, sans aucune mise en accusation, sans jugement, sans audition de témoins, en vertu des dispositions de lois congressionnelles ayant un effet rétroactif et au mépris de la prohibition constitutionnelle qui refuse même à un Congrès entier et loyal l'autorité de passer aucun bill de forfaiture ou aucune loi rétroactive.

La même autorité usurpatrice a substitué comme électeurs aux hommes de notre race, sans illégalement privés de leurs biens et de leurs droits civiques, une horde de nègres ignorants qui sont entraînés dans l'oisiveté avec les fonds publics, et lignés pour dépouiller les hommes de race blanche de leur droit de naissance, au moyen du mécanisme du Bureau des Affranchis et d'émissaires des conspirateurs dans les différents Etats; et, pour compléter l'œuvre, le pouvoir militaire de la nation a été mis à leur disposition pour rendre la barbarie souveraine maîtresse.

Le chef militaire, sous le prestige duquel ce Congrès usurpateur a cherché un refuge depuis la condamnation de ses plans par le peuple libre du Nord dans les élections de l'année dernière, et qu'il a choisi comme son candidat pour se garantir contre les résultats de sa propre perversité et de ses propres crimes, a accepté sans réserve la nomination et la proposition à maintenir l'usurpation congressionnelle sur huit millions de blancs de Sud, closes par ces mots significatifs : "Il s'agit de la paix."—" La paix règne à Varsovie ", tel a été la phrase qui a annoncé la fin des horreurs d'une nation. " L'empire c'est la paix ", s'est dit Bonaparte quand la liberté a été détruite et défendu aux expirant sous la pointe de son épée.

Le pays a laqueile nobis invite Grant est la paix du despotisme et la mort. Ceux qui cherchent à restaurer la Constitution en exécutant la volonté du peuple, en condamnant les actes de reconstruction, déjà bondissent dans les élections de l'année dernière (et ce qui l'on sait convaincu, le seront encore plus expressément par l'élection du candidat démocrate comme Président) ceux qui sont dénoncés comme des révolutionnaires par les partisans de ce Congrès à l'esprit vindicatif. Le suffrage nègre (ainsi la voté populaire de New York, de New-Jersey, de Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Connecticut et d'autres Etats a condamné comme contraire à la lettre de la Constitution) doit être maintenu parce que les plus opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ces dernières années.

Le pays veut que le gouvernement libre et constitutionnel, au mépris des termes formels de la Constitution, ont érigé un despotisme militaire dans dix des Etats de l'Union; ont enlevé au Président le pouvoir dont il est investi par la loi suprême, et ont privé la Cour Suprême de sa juridiction, le droit d'être jugé par un jury et le grand privilège de l'habeas corpus, sauvegardes de chaque citoyen, qui remontent aux plus anciennes traditions de nos ancêtres et que nos pères, de la Révolution, ont cherché à assurer pour toujours à la leur postérité, dans la Charte fondamentale de nos libertés, ont été outrageusement foulés aux pieds par un triumvirat de Congrès. Les Etats et des communautés d'hommes de notre race, ont été pourvoirie, convaincus, condamnés et privés de leurs droits politiques, sans aucune mise en accusation, sans jugement, sans audition de témoins, en vertu des dispositions de lois congressionnelles ayant un effet rétroactif et au mépris de la prohibition constitutionnelle qui refuse même à un Congrès entier et loyal l'autorité de passer aucun bill de forfaiture ou aucune loi rétroactive.

Ceux qui cherchent à restaurer la Constitution en exécutant la volonté du peuple, en condamnant les actes de reconstruction, déjà bondissent dans les élections de l'année dernière (et ce qui l'on sait convaincu, le seront encore plus expressément par l'élection du candidat démocrate comme Président) ceux qui sont dénoncés comme des révolutionnaires par les partisans de ce Congrès à l'esprit vindicatif. Le suffrage nègre (ainsi la voté populaire de New York, de New-Jersey, de Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Connecticut et d'autres Etats a condamné comme contraire à la lettre de la Constitution) doit être maintenu parce que les plus opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ces dernières